



Le 31 mars, les salarié.e.s du social et du médico-social et de l'aide à domicile en grève revendiquent des orientations budgétaires en rupture avec les politiques d'austérité pour répondre réellement aux besoins de la population.

Après la victoire des salariés de la prévention spécialisée qui ont su faire reculer le président du conseil départemental grâce à leur mobilisation et au large soutien unitaire des salariés du social et du médico-social public et privé, des organisations syndicales, des associations, des partis politiques, il appartient aux salariés du social et du médico-social et de l'aide à domicile de se mobiliser dans l'unité la plus large possible afin de faire pression sur l'assemblée délibérative du conseil départemental pour qu'elle adopte des orientations budgétaires en rupture totale avec les politiques austéritaires.

Nous, salarié.e.s du social et du médico-social en avons assez d'exercer nos missions dans des conditions largement dégradées et qui ne répondent en rien aux besoins de notre département qui cumulent les records d'indices de pauvreté, d'inégalités sociales criantes et d'une absence de répartition des richesses créées sur ce territoire.

Nous en avons assez que les populations les plus fragiles que nous accompagnons soient l'objet de stigmatisation, de contrôle social, de sanctions alors que notre première mission devrait être de les réintégrer dans leurs droits pour qu'elles bénéficient d'une véritable protection sociale.

Nous refusons que le bénéfice des 183 Euros du SEGUR pour tous ne soit pas pris en compte dans les orientations budgétaires du département participant ainsi à menacer les équilibres financiers des associations, qui dégradent nos conditions de travail, et pèsent sur l'emploi.

Nous refusons que les orientations budgétaires ne privilégient qu'une vision comptable à courte vue, et fassent l'impasse sur l'ampleur des besoins sociaux du département privilégiant quelques dépenses de prestige plutôt que de se donner les moyens d'assumer pleinement ses compétences et missions obligatoires comme l'action sociale.

Nous refusons que l'ÉTAT refuse d'agréer l'augmentation de tous les salaires de la branche à domicile en raison des pressions exercées par les départements qui entendent protester contre l'absence de mécanismes de compensations et les impasses du budget de l'État 2025.

Nous refusons que la protection de l'enfance, les secteurs du handicap, de la dépendance, de l'aide sociale et de l'insertion subissent des baisses de dotation, de financement et que soit organisée la mise en concurrence entre les associations et les établissements et que se généralisent le financement à l'activité ou à l'acte à l'instar du secteur du handicap qui est concerné par la réforme SERAFIN-PH.

Pour des orientations budgétaires départementales répondant réellement aux besoins de la population et rompant avec les politiques d'austérité. **Manifestons le 31 Mars, tous ensemble, dans l'unité et en grève devant l'assemblée Départementale, place de la République à partir de 12 heures avec manifestation dans l'après-midi vers 14 heures.**